

Postface

Vincent Dubois

▶ **To cite this version:**

Vincent Dubois. Postface. Les politiques culturelles locales en France : enjeux et institutionnalisation, La Documentation française, p. 413-422, 2002. halshs-00494969

HAL Id: halshs-00494969
https://shs.hal.science/halshs-00494969

Submitted on 24 Jun 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Postface

Vincent Dubois
Centre de sociologie européenne (EHESS, Paris),
Groupe de sociologie politique européenne (IEP, Strasbourg).

La diversité des sujets traités dans cet ouvrage (de la dénomination des rues au statut des centres dramatiques nationaux), celle des orientations méthodologiques et disciplinaires (histoire politique, sociologie de la culture, sociologie des professions, analyse des politiques publiques…) et l'étendue de la chronologie couverte (du XVIIIe siècle à nos jours) rendent vain tout essai de synthèse véritable. Quiconque s'est un jour frotté à l'exercice délicat de la conclusion de colloque, de la pré ou postface d'ouvrages collectifs sait en outre combien il est difficile d'échapper aux formes convenues de pensée et d'exposition académiques, qui conduisent à retracer les apports, au besoin à souligner quelques limites, puis à tracer des perspectives, sur le mode : « la richesse des résultats obtenus démontre la nécessité de poursuivre nos efforts ». Je ne prétends donc pas faire une synthèse, et j'espère faire autre chose que le simple accomplissement d'un rite académique. Cette postface voudrait plutôt proposer une double (re)lecture des travaux présentés dans ce recueil, sans prétention à l'exhaustivité et avec le souci de ne pas trop répéter ce qui a déjà été dit dans les pages qui précèdent. Une lecture *en éclaté*[1] permettra de saisir l'analyse des politiques culturelles locales sous les angles combinés de l'histoire sociale, culturelle et politique ou, plus précisément, d'indiquer quelques combinaisons possibles de ces trois histoires sur le terrain des politiques culturelles locales. Une lecture *en creux* sera ensuite l'occasion d'attirer l'attention sur les absences, les silences, les évidences non questionnées de ces analyses, et ce faisant de formuler quelques propositions.

*

Dans un texte programmatique qui fait désormais référence, Roger Chartier distinguait, pour mieux les articuler, deux manières d'appréhender l'histoire de la culture[2]. La première,

[1] Selon *Le petit Robert*, un éclaté est « la représentation graphique d'un objet complexe qui en montre les éléments ordinairement invisibles par séparation de ces éléments représentés en perspective ».

[2] Chartier Roger, « Le monde comme représentation », *Annales ESC*, 6, novembre-décembre 1989, p. 1505-1520.

indispensable, consiste en une histoire sociale de la culture, rapportant les formes culturelles à leurs conditions sociales de production et de diffusion, en l'espèce aux rapports entre groupes sociaux et aux structures socio-économiques. Mais à déduire les formes culturelles des rapports socio-économiques, ne risque-t-on pas de les y réduire ? Toute la sociologie de la culture, entreprise notamment par Pierre Bourdieu, a précisément consisté à montrer ce que les enjeux sociaux de la culture doivent à la relative autonomie des champs de production et de diffusion culturelles. Si le maniement des codes culturels permet des stratégies de distinction, si un maire peut convertir des ressources culturelles en crédit politique, c'est précisément parce que ces codes et ces ressources sont produits dans les espaces spécifiquement consacrés aux choses de la culture, et partant aptes à leur conférer valeur et dimension universelle. Sur cette base, c'est à une histoire culturelle du social que convie Roger Chartier. Loin de l'idéalisme de l'histoire classique des idées ou de la vision strictement interne d'une histoire de l'art étroitement conçue, il s'agit alors de faire l'histoire des représentations sociales, au sens d'Émile Durkheim, et plus précisément l'histoire des formes symboliques par excellence que sont les formes culturelles. Cette histoire des représentations et des formes culturelles, c'est celle des logiques spécifiques de leur production, de leur diffusion, de leur rappropriation, de leurs usages, et partant de leurs effets sociaux. En bref, une histoire « culturelle », au sens où les objets culturels forment son unité d'analyse, mais qui les réfère systématiquement aux conditions socio-historiques dans lesquelles ils prennent du sens, de la valeur et, parfois, deviennent à leur tour des forces historiques.

Comme en écho au balancement proposé par Roger Chartier, Yves Déloye formulait quelques années plus tard une distinction analogue, concernant cette fois les rapports du social et du politique[3]. Dans l'historiographie, la longue domination de l'histoire politique des grands événements et des grands hommes a été concurrencée, au moins partiellement et provisoirement, par une histoire sociale représentée en France par les *Annales*. Dans ce nouveau courant historiographique, le politique a longtemps été congédié avec les « idoles » de l'histoire positiviste. L'histoire sociale du politique n'a émergé que tardivement, et de manière relativement timide. Mais depuis quelques années, les conditions intellectuelles sont réunies pour l'affirmation d'une histoire politique du social qui, partant d'objets politiques (la genèse de l'État, le métier politique, la citoyenneté sous ses différentes formes), montre la manière dont ils contribuent à la constitution et à la reproduction de l'ordre social.

Histoire sociale de la culture, histoire culturelle du social ; histoire sociale du politique, histoire politique du social : si j'ai procédé à ces rappels généraux, c'est qu'une part importante de l'intérêt des recherches sur les politiques culturelles — ici dans leurs aspects

[3] Déloye Yves, *Sociologie historique du politique*, Paris, La Découverte, « Repères », 1997.

localisés — me semble résider dans l'articulation qu'elles permettent entre histoire sociale, culturelle et politique. Les travaux réunis ici ne sont pas tous à proprement parler historiques, et ils tirent, explicitement ou non, de diverses manières vers l'un ou l'autre de ces trois pôles, dont ils proposent des mises en relation elles aussi variées. J'espère par conséquent ne pas trop trahir les intentions de leurs auteurs ni celles du maître d'œuvre de ce travail collectif en piochant de manière un peu cavalière dans ces textes des exemples qui me permettront d'illustrer ces possibles articulations.

L'histoire des politiques culturelles locales, c'est d'abord une histoire politique du social et de la culture. Les « politiques symboliques » de l'invention des traditions, de la mise en scène, de la commémoration en sont particulièrement exemplaires. Telles qu'elles sont analysées ici, les décisions d'attribution des noms de rue illustrent, avec bien sûr des nuances qu'on ne peut rappeler, la détermination politique du « culturel » : le marquage symbolique de l'espace urbain apparaît en effet comme le produit de logiques sans doutes diverses, mais toujours politiques, et souvent très directement. Derrière la logique patrimoniale se profilent ainsi les élus conservateurs, soucieux de préserver les traces d'un ordre ancien. L'instrumentation civique du « citoyen exemplaire » est l'une des manifestations de l'entreprise républicaine. Et les élus de tous bords se retrouvent dans la logique de distinction honorifique, dont ils sont les premiers bénéficiaires. La détermination politique du culturel s'observe encore dans les origines de la fête lyonnaise du 8 décembre qui, aux débuts de la IIIe République, organise la démonstration de force des cléricaux contre l'ordre républicain laïc sous couvert d'une célébration religieuse héritée d'une tradition locale. Détermination politique du culturel, mais aussi garantie politique de l'ordre social : en même temps que les plaques d'émail signalent à tous les personnalités dignes d'attention, c'est toute une politique du contrôle de la rue qui se met en place. Et l'on sait que fêtes et commémorations ont partie liée avec la cohésion des collectifs — au moins dans l'intention de leurs organisateurs. Jean-Claude Martin formule bien ce va-et-vient lorsqu'il écrit à propos des commémorations locales du bicentenaire de la Révolution française : « Ainsi se mettent en place, sous couvert du jeu politique et de l'ancrage dans les traditions collectives, des pratiques 'culturelles' qui sont autant de moyens pour agir sur le lien social. »

Le poids du politique n'est pas moins visible si l'on prend l'adjectif « culturel » dans son sens plus restreint. Comment la vie culturelle est-elle marquée par des luttes politiques, ou par le résultat de ces luttes ? C'est ce que montre particulièrement bien le cas du théâtre abondamment traité dans cet ouvrage. Le paysage théâtral français se dessine en effet dans des jeux politiques à plusieurs niveaux : internes aux municipalités, au sein de l'administration centrale, entre élus locaux et représentants de l'État, et entre ces différents acteurs et les professionnels du théâtre. On le voit ici dans les modalités d'implantation des

théâtres à la faveur de la « décentralisation théâtrale » (le centre dramatique de l'Est puis le théâtre national de Strasbourg, la création et l'organisation des centres dramatiques nationaux et des scènes nationales). L'on pourrait prolonger l'analyse en montrant comment ces interdépendances politiques jouent sur la programmation et l'activité de ces institutions.

L'histoire des politiques culturelles locales contribue également à restituer l'histoire du politique et de la culture dans celle, plus générale, des structures socio-économiques. Les travaux présentés ici en témoignent de multiples manières. Je retiendrai pour ma part trois thèmes de leur lecture. En premier lieu, ces travaux donnent tous plus ou moins à voir ce qui constitue à la fois un processus historique majeur, ancien mais jamais achevé, et l'un des principaux traits de la « spécificité française » : la centralisation qui confère à la France sa géographie politico-culturelle si particulière. Une centralisation culturelle, visible de l'invention de la fonction de conservateur de musée à l'organisation d'un festival de musique, localisé à Montpellier mais fort peu « local », en passant par la carrière de directeurs de théâtre dont les étapes provinciales ne sont, précisément, que des étapes. Une centralisation politique, qui s'observe de la dénomination des rues à la gestion des « équipements culturels », maison de la culture du Havre ou centre dramatique de l'Est devenu théâtre national de Strasbourg. Si tout cela est bien connu, la finesse des analyses localisées donne à voir dans toute sa complexité ce qu'on aurait tort de considérer comme un phénomène massif et uniforme, s'imposant de lui-même par-delà quelques résistances. L'imposition à partir de la fin du XIXe siècle d'un diplôme national de conservateur de musée est peut-être le produit d'une « volonté » étatique ; elle s'opère aussi parce que les diplômés vont chercher en province des débouchés devenus rares dans la capitale. Et c'est l'intensification des concurrences locales, entre villes ou institutions culturelles, qui a contribué au renforcement paradoxal des instances politico-culturelles nationales après la décentralisation des années 1980.

C'est également par l'analyse de la professionnalisation de fonctions culturelles — liée à la centralisation —, ici proposée à partir du cas des conservateurs de musée, que ces travaux contribuent à une histoire sociale de la culture. Dès le XIXe siècle, les conservateurs de province ne sont pas seulement ces vieillards issus des traditionnelles élites culturelles locales que l'on se plaît souvent à décrire ; ils forment également un groupe professionnel de plus en plus spécifié, structuré et reconnu comme tel — ce dont la rémunération est un bon indicateur. Là encore, le processus est tout sauf linéaire. Il est marqué par des hésitations et des conflits, dont les dilemmes actuels — le conservateur est-il administrateur, marchand, créateur ? — offrent un écho déformé. Il s'opère de manière différenciée selon les tailles et les types de musées — musée des beaux-arts ou musées de société, plus tardivement « professionnalisés ».

À partir de celle des conservateurs qui l'animent et la représentent, c'est l'histoire sociale de l'institution muséale qui se trouve ainsi éclairée.

L'on est enfin conduit à s'interroger sur les conditions sociales historiquement très variables de politisation de la culture. Les analyses localisées, c'est-à-dire en l'occurrence situées en terrain provincial, laissent relativement peu de place aux « grands débats » des artistes et intellectuels qui « vont au peuple » à la fin du XIXe siècle, « luttent contre le fascisme » dans la seconde moitié des années 1930. Cela ne signifie pas pour autant une déconnexion complète entre ces deux lieux du débat culturel et politique que sont les champs artistique et intellectuel et les espaces de relations sociales localement constitués. D'autres travaux ont par exemple montré, à partir de l'analyse de municipalités « ouvrières », comment les structures locales du PCF et les origines sociales des élus et responsables culturels avaient permis, dès l'entre-deux-guerres, la traduction politique des questions culturelles locales, armée des ressources intellectuelles et symboliques nationalement constituées. Ce qui apparaît dans les textes présentés ici, c'est qu'une telle traduction demeure difficilement pensable tant que s'impose un signe d'équivalence entre la vie culturelle et l'élite socio-culturelle locale réunie dans les sociétés d'érudits ou des beaux-arts, et que s'impose dans le même temps la vision pacifiée de la culture qui prolonge la vision pacifiée du monde social à laquelle les membres de cette élite accordent leur croyance et ont intérêt. À cet égard, les transformations sociales liées à la crise de mai 1968 apparaissent décisives : la politisation de la culture apparaît alors comme une arme utilisée contre les héritiers de la bonne société culturelle locale traditionnelle par des groupes sociaux en ascension — les « nouvelles classes moyennes » dont on parle tant à l'époque — constitués tant sur une base générationnelle que sur la détention d'un fort capital scolaire (et donc « héritiers » eux aussi, mais d'une autre manière). Des analyses localisées, empruntant à l'histoire sociale et à la sociologie urbaine, permettent ainsi de saisir les effets des transformations morphologiques sur le rapport à la culture et sur la manière d'envisager les rapports entre culture et politique[4].

Enfin et peut-être surtout, ces analyses localisées des rapports entre culture et politique peuvent être lues sous l'angle de leur contribution à une histoire culturelle du social et du politique. Elles mettent en effet l'accent sur l'accomplissement pratique de toute une série de luttes de représentation, qui prennent la culture pour objet et en font souvent le vecteur au travers duquel se déroulent plus largement des luttes pour la représentation légitime de l'espace social. L'on retrouve ici l'invite de Roger Chartier mentionnée plus haut : « En

[4] On se permet de renvoyer sur ce point à notre communication : « Les dilemmes de l'institutionnalisation : de la mobilisation à la politique culturelle dans une ville de banlieue (1970-1990) », colloque *Culture et démocratie : les formes paradoxales de la voie associative*, Université Lille III, 7 et 8 décembre 2000 (actes à paraître en 2001 aux Presses du Septentrion).

travaillant sur les luttes de représentation, dont l'enjeu est l'ordonnancement, donc la hiérarchisation de la structure sociale elle-même, l'histoire culturelle s'écarte sans doute d'une trop stricte dépendance par rapport à une histoire sociale vouée à l'étude des seules luttes économiques, mais elle fait aussi retour utile sur le social puisqu'elle place l'attention sur les stratégies symboliques qui déterminent positions et relations et qui construisent, pour chaque classe, groupe ou milieu, un être-perçu constitutif de son identité »[5].

La géographie politico-culturelle marquée par la domination du centre n'est pas seulement affaire d'organisation administrative et de localisation des institutions culturelles. C'est aussi une géographie mentale qui perpétue cette domination, par la dévalorisation du « provincial », archétype du bourgeois moqué par Flaubert, et plus tard symbole de « l'archaïsme » que les technocrates missionnaires du ministère des Affaires culturelles entendront combattre. Sans doute les choses ont-elles considérablement changé de ce point de vue, depuis que, dans les années 1980, une revalorisation multiforme du « local » — dont le secteur culturel n'est pas la moindre dimension — s'est progressivement opérée. Sans doute faut-il également se garder d'une vision qui, précisément trop marquée par la domination parisienne, ne verrait la vie politico-culturelle locale qu'au travers de ce prisme. De là à l'oublier… C'est sans doute l'un des intérêts de ce recueil que de montrer les multiples voies qu'emprunte ce rapport très inégal, tout en proposant une vision dynamique et interactive des rapports Paris-province.

Rendre compte des rapports de domination sans en faire le principe unique des rapports sociaux ni réduire les « dominés » à leur statut de dominés : c'est aussi le défi posé à toute analyse des relations entre culture « savante » (ou « légitime », ou « institutionnelle ») et culture « populaire » (ou « minoritaire », « communautaire », etc.). Compte tenu du point de départ adopté, l'intervention culturelle publique au sens large, c'est inévitablement le point de vue « dominant » des institutions culturelles et des « élites » qui est privilégié[6]. L'apport est ici de ne pas se cantonner à l'opposition binaire entre culture légitime et culture populaire. L'heureux rapprochement des orphéons et des « musiques actuelles » invite bien à analyser la désignation et la manipulation des écarts culturels, mais en adoptant l'angle, plus original, de la définition légitime des formes populaires de culture. L'histoire des orphéons, c'est non seulement celle de la relégation dans l'infra-musical d'une pratique populaire. C'est aussi celle de la représentation dominante de ce que pouvait être une pratique musicale « populaire », envisagée moins sous l'angle esthétique que comme un mode d'encadrement

[5] Chartier Roger, « Le monde comme représentation », art. cité, p. 1514.

[6] Une vision « d'en bas », que permettrait pourtant bien une analyse localisée, reste peu mobilisée. Cf. à ce propos nos propositions dans le texte qui a servi de point de départ au groupe de travail du comité d'histoire sur l'histoire des politiques culturelles locales, *Institutions et politiques culturelles locales : éléments pour une recherche socio-historique*, Paris, Documentation française, 1996.

social — une occupation saine et édifiante, à l'instar de la gymnastique et contre le cabaret. L'invention de la catégorie hybride désignée sous le terme de « musiques amplifiées » montre quant à elle de manière exemplaire la construction politique autorisée par des « experts » d'une taxinomie culturelle, apposée et imposée à des modes d'expression musicale qui ont comme principal point commun de ne pas faire partie de la musique dite « sérieuse ». D'un genre à l'autre, les musiciens ne disposent pas des mêmes ressources pour définir les catégories au travers desquelles leur activité est appréhendée.

Dans un tout autre registre — on ne prétend bien sûr pas les épuiser tous — l'histoire culturelle du politique consiste à montrer comment des conflits, intérêts, stratégies, etc. politiques passent par le truchement de formes et investissements culturels. L'on revient ici aux « politiques symboliques », des fêtes, commémorations, du marquage de l'espace urbain qui montrent la politique faite par les « militants métaphysiques » dont parle Jean-Clément Martin, où à tout le moins par des acteurs qui leur empruntent une partie de leur répertoire d'action. C'est plus précisément une transformation historique de ces pratiques symboliques qui est mise en évidence : les marchands du temple, le marketing et les stratégies médiatiques prendraient peu à peu le pas sur les clercs religieux ou laïcs, le sacré et les référents idéologiques. Le risque est alors grand de verser dans une nostalgie de la « perte du sens », ou une dénonciation du « dévoiement » d'un noble héritage. Ce qu'il faut plutôt analyser, ce sont les transformations du statut des « entreprises de salut » pour reprendre l'expression de Max Weber ou, plus précisément, la « dissolution du religieux », pour utiliser cette fois les termes de Pierre Bourdieu, qui consiste en un renouvellement complet de la division du travail symbolique dans lequel se dessinent, fût-ce au travers de préoccupations « commerciales », des représentations du monde social.

*

Après cette lecture « en éclaté » c'est une lecture « en creux » que l'on voudrait, plus brièvement, présenter pour terminer, autour de deux points (ou plutôt deux « creux ») principaux. Le premier tient au risque d'un point de vue trop exclusivement institutionnel. Ce risque prend deux formes. Celui, tout d'abord, d'un pré-découpage institutionnel des objets, dont le principe de sélection tiendrait à leur intégration à la définition relativement restrictive de ce qui a été institutionnalisé comme « politiques culturelles ». Le présent recueil ne tombe pas complètement sous le coup d'une telle critique[7], puisqu'avec les noms de rue ou les commémorations, il intègre des thèmes relativement périphériques par rapport au territoire institutionnel des politiques culturelles. Mais sans doute gagnerait-on à faire plus de place, au sein de problématiques du même coup renouvelées, à ces marges des politiques culturelles, à

[7] Moins en tout cas que les précédents volumes édités par le comité d'histoire.

ce qu'elles auraient pu intégrer (le sport), qu'elles intègrent dans d'autres configurations nationales (cf. ci-dessous) ou qu'elles ont, à certains moments, intégré puis exclu, puis parfois intégré de nouveau (le péri-scolaire, les questions linguistiques). On pourrait du même coup mieux comprendre les modalités et les enjeux de ces découpages et de leur institutionnalisation, mettre en perspective et comparer ce segment de l'action publique qui s'inscrit dans des relations avec d'autres segments et territoires politico-administratifs. En les mettant en cause ou au moins entre parenthèses, voire en prenant leur formation pour objet, on pourrait également s'émanciper davantage des catégories de perception institutionnelles.

Le second risque d'un point de vue centré sur les institutions (l'élaboration, l'institutionnalisation de l'intervention, la professionnalisation, les relations internes à l'espace des spécialistes), c'est l'oubli des groupes sociaux auxquelles les politiques culturelles sont censées être destinées, qu'on les désigne comme « le public », les « citoyens », ou les « usagers ». Par une ruse de la raison institutionnelle, « le peuple » au nom duquel les politiques culturelles sont conduites et les débats culturels se déroulent, mais dont le développement et l'institutionnalisation entraînent la mise à l'écart, se trouve ainsi également absent des analyses — ou presque[8]. L'on pourrait pourtant envisager des travaux qui feraient une place plus grande aux soutiens sociaux (associations, électeurs, profanes) des politiques culturelles, à leur « réception », à leurs modes d'appropriation, ou aux fondements sociaux des polémiques culturelles[9]. Sans doute faudrait-il revenir sur l'opposition commode mais sur ce point mutilante entre « politiques » et « pratiques » culturelles, pour penser les relations qu'elles entretiennent autrement que sous l'angle de la « démocratisation » des secondes par les premières[10]. L'observation de terrain que permet une analyse localisée, en rendant plus directement visibles les interactions entre ces différents niveaux, pourrait sur ce point être particulièrement pertinente.

Au pré-découpage institutionnel des objets s'ajoute un second risque, rituellement dénoncé mais qui prend ici une forme particulière : celui de l'enfermement dans le cadre national. Les deux ne sont du reste pas sans liens. Les conditions de formation des politiques culturelles en

---

[8] C'est ce que soulignait Bernard Pudal dans l'introduction de la partie consacrée aux politiques culturelles du PCF dans le précédent recueil. Il va de soit que j'intègre mes propres travaux à ces notations critiques.

[9] Voir sur ce point les pistes suggestives d'un travail reliant le débats sur la BNF aux pratiques et représentations des lecteurs de l'ancienne Bibliothèque nationale. Baudelot Christian, Detrez Christine, Léveillé Laure, Zalc Claire, « Lire à la BN, lire au plus haut niveau. Les bases sociales d'une polémique culturelle », *in* Seibel Bernadette (dir.), *Lire, faire lire. Des usages de l'écrit aux politiques de lecture*, Paris, Le Monde éditions, 1995, p. 159-187.

[10] Je me permets sur ce point de renvoyer aux remarques proposées dans la conclusion de *La politique culturelle. Genèse d'une catégorie d'intervention publique*, Paris, Belin, « Socio-histoires », 1999.

France et le discours officiel qui les accompagnent accréditent en effet la thèse d'une exception française propre à décourager le regard hors des frontières nationales. Les travaux qui se développent sur d'autres pays invitent à revisiter cette évidence peut-être un peu trop mollement acceptée. Sans se livrer ici à une recherche de paternité déterminant qui, des Français, des Allemands ou des Suédois sont les « véritables inventeurs » des politiques culturelles, au moins pourrait-on replacer plus systématiquement les innovations et processus observés dans le cadre national dans une perspective plus large permettant d'en resituer l'importance, d'en comprendre mieux aussi les logiques[11]. Des relations entre centre et périphérie (l'expression est elle-même très française) aux relations entre professions et pouvoirs publics, en passant par la délimitation des compétences et les modes de regroupement des questions « culturelles », nombre des questions centrales de l'analyse des politiques culturelles gagneraient à la comparaison internationale[12]. Au-delà du comparatisme, ce sont les enjeux internationaux du traitement public des questions culturels qu'il faut aussi prendre en compte. Là encore, les effets du découpage institutionnel se font sentir sur la délimitation des sujets de recherche, reproduisant dans les analyses la coupure entre les compétences du ministère de la Culture et celles du ministère des Affaires étrangères. Sur le plan local, la dimension culturelle des jumelages, l'internationalisation en cours des politiques culturelles locales et des concurrences entre gouvernements locaux sur le plan culturel restent peu analysées.

*

Qu'on la lise « en éclaté » ou « en creux », l'histoire des politiques culturelles locales apparaît comme un carrefour disciplinaire, de thèmes et d'approches. Depuis au moins le milieu des années 1980, des travaux désormais nombreux ont fait de ces politiques un objet de recherche, ce que la prégnance de la vision centrale de l'action culturelle publique rendait auparavant difficilement pensable. Mais il s'agit aussi d'un terrain permettant de construire de multiples

[11] Voir par exemple à ce propos les travaux de Pascale Laborier sur l'Allemagne (thèse à paraître aux Presses de sciences po), son article dans le précédent recueil ainsi que notre essai commun de comparaison : « Le "social" dans l'institutionnalisation des politiques culturelles locales en France et en Allemagne », *in* R. Balme, A. Faure, (dir.), *Les nouvelles politiques locales*, Presses de Science-po, 1999, p. 253-269. Pour ne donner que des références en français qui portent directement sur la dimension locale des politiques culturelles, voir aussi, entre d'autres dont il faudrait opérer une recension systématique, Hélin Etienne, Paslaux Suzy, *Culture et pouvoirs publics. La gestion des beaux-arts et de l'instruction à Liège, 1772-1976*, Liège, Mardaga, 1995 ; Dagenais Michèle, « Vie culturelle et pouvoirs publics locaux. La fondation de la Bibliothèque municipale de Montréal », *Revue d'histoire urbaine*, 24 (2), 1996, p. 40-57.

[12] Voir les tentatives en ce sens du dossier que nous avons dirigé avec Emmanuel Négrier : « Les politiques culturelles en Europe du sud », *Pôle sud*, 10, mai 1999.

objets dont la liste n’est pas plus limitée que celle des points de vue dont ce terrain d’observation est susceptible. Cette double relecture proposait une mise en perspective de ces points de vue ; elle aura atteint son objectif si elle aide à les renouveler ou à les affermir.